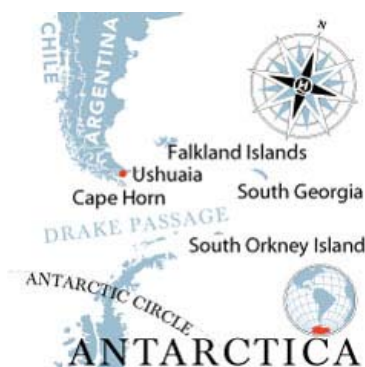


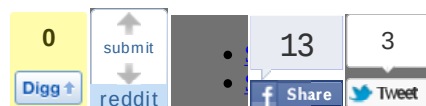
SYRIE: Le gouvernement ET «l'opposition» condamnés par l'

par André Maltais



L'aut'journal info

 Envoyer cet article à un(e) ami(e)
 Imprimer cet article



Dans un contexte mondial où les ressources naturelles énergétiques et alimentaires se raréfient et sont l'objet de convoitise comme jamais entre les grandes puissances et les pays émergents, le différend pour les îles Malouines entre l'Argentine et le Royaume-Uni est en voie de prendre une dimension importante.

Le conflit perdure depuis 1833 quand l'Angleterre envahit l'archipel et en déplace par la force la population argentine pour la remplacer par des Britanniques et d'autres habitants en provenance des nombreuses colonies anglaises.

Depuis, l'Argentine n'a cessé de réclamer sa souveraineté sur les Malouines situées à quelques centaines de kilomètres de ses côtes et baptisées Falklands par les occupants britanniques.

En 1982, pour détourner l'attention de ses crimes odieux, et, selon l'historien britannique, Eric Hobsbawm, suite aux provocations du consortium pétrolier des îles, la *Falkland Islands Company*, la dictature argentine de Leopoldo Galtieri envahit l'archipel, déclenchant une guerre de deux mois remportée par le Royaume-Uni de Margaret Thatcher.

Depuis ce temps, malgré une résolution de l'ONU enjoignant aux deux parties de régler la dispute par la voie diplomatique, Londres a toujours opposé un arrogant silence aux demandes de dialogue par l'Argentine.

Et, malgré une autre résolution de l'ONU interdisant au Royaume-Uni d'exploiter les ressources de l'archipel (surtout le poisson, les algues et le pétrole), le gouvernement britannique autorise, depuis 2010, l'exploration et l'extraction de pétrole par des entreprises britanniques et vend illégalement des licences de pêche dans les eaux limitrophes de l'archipel.

Par pure provocation, Londres procède aussi aux Malouines à des exercices militaires avec tirs de missiles tandis qu'un navire de guerre patrouille autour des îles qui comptent presque autant de membres du personnel militaire que leurs 3100 habitants.

Mais les temps ont bien changé, car la question des Malouines intéresse maintenant toute l'Amérique latine en voie d'intégration. C'est du moins ce qu'a montré la décision de l'Uruguay d'abord, puis des pays du Mercosur (dont le Brésil) et enfin du Chili, d'interdire leurs ports aux navires battant pavillon des îles Falklands.

Ce geste de solidarité est le fruit du retour à l'avant-scène de la question des Malouines par la présidente, Cristina Fernandez qui, depuis 2007, insiste inlassablement, dans tous les forums internationaux, pour que le Royaume-Uni respecte les résolutions de l'ONU.

En plus du Mercosur, l'Unasur et la CELAC appuient de tout leur poids la revendication argentine dont la présidente Fernandez dit qu'elle « n'est plus une cause argentine, mais une cause globale parce qu'on nous enlève des ressources pétrolières et de pêche. »

Et, quand on en voudra plus, ajoute la présidente en parlant du Royaume-Uni, on ira chercher les ressources là où elles se trouvent parce que, lorsqu'on est membre du Conseil de sécurité de l'ONU, on peut se permettre impunément de ne pas respecter les règles de cette organisation.

De son côté, frappée durement par la crise économique et financière européenne, Londres a récemment réduit de 8% son budget militaire, mais le premier ministre britannique, David Cameron, affirme que cette réduction n'affectera pas la défense des 16 territoires outre-mer de son pays.

Aussitôt la mesure du Mercosur contre les navires des Falklands annoncée, l'ambassadeur du Royaume-Uni au Chili, Jon Benjamin, accusait les pays latino-américains qui y participent de « bloquer économiquement » les habitants de l'archipel, argument, nous rappelle Diego Gheri, de l'*Agence de presse de l'Amérique du Sud* (APAS), que le Royaume-Uni n'a jamais évoqué dans le cas plus gravement criminel de Cuba.

Le premier ministre Cameron, pour sa part, accuse sans rire l'Argentine de visées coloniales, lui dont le pays est tout simplement synonyme de colonialisme!

Enfin, le gouvernement britannique invoque l'autodétermination d'une population transplantée aux Malouines qui « veut rester britannique » et « a le droit de déterminer son propre avenir politique ». On ne négociera jamais la souveraineté des Falklands si les habitants de l'archipel ne le désirent pas, affirme Cameron.

La machine à mentir communicationnelle de l'Occident est à nouveau en marche, écrit David Garcia, également de l'APAS. Cette fois, dit-il, on prépare l'opinion mondiale à accepter la nucléarisation de l'Atlantique-Sud pour défendre les intérêts « légitimes » des britanniques dans la région.

Le journaliste argentin ne pouvait mieux dire puisque, le 31 janvier, Londres annonçait l'arrivée aux Malouines d'un navire de guerre dernier cri, le HMS Dauntless, après que les journaux britanniques eurent révélé l'existence d'un plan de défense des Falklands qui inclurait aussi l'envoi d'un sous-marin nucléaire dans l'archipel.

Ni l'Argentine ni le Royaume-Uni ne peuvent se permettre de perdre les Malouines, analyse pour sa part le spécialiste en géopolitique sud-américaine, Carlos Alberto Pereyra Mele.

L'Argentine a besoin du pétrole de l'archipel puisque, selon les statistiques de 2009 de son Secrétariat de l'énergie, 86,6% de l'énergie consommée dans le pays provient du pétrole et du gaz, tandis que les réserves argentines pour ces deux ressources seront épuisées respectivement dans neuf et sept ans.

Or, entre 2003 et 2010, l'utilisation du pétrole et de ses dérivés a cru de 37,3% tandis que celle du gaz a cru de 23%. Pour combler le déficit, l'Argentine a augmenté par sept ses importations de combustibles qui sont passées d'une valeur annuelle de 549 millions de dollars à 4,5 milliards \$.

Pour les Britanniques, l'archipel des Malouines, qui inclut les îles Sandwich du Sud et Georgie du Sud, forme un vaste territoire maritime de 350 milles nautiques qui recèle de grandes richesses.

Si on tient compte de l'Antarctique tout proche (la plus grande réserve d'eau de la planète), la dispute entre le Royaume-Uni et l'Argentine concerne plus de trois millions de kilomètres carrés de plate-forme continentale, ce qui constitue, soutient Pereyra Mele, la plus grande controverse maritime de la planète.

L'Antarctique est le dernier continent terrestre qui reste à exploiter économiquement et, selon plusieurs enquêtes scientifiques, on y trouve plusieurs des ressources énergétiques qui sont en voie d'épuisement dans le monde.

La Grande-Bretagne, qui n'a plus de pétrole en Mer du Nord, a déjà présenté à l'ONU des réclamations territoriales en Antarctique qui se superposent presque aux réclamations chilienne et argentine.

Si les Malouines sont une cause globale pour l'Amérique latine, ajoute Pereyra Mele, elles le sont aussi pour les pays riches à cause de leur grande importance stratégique, notamment en contrôlant l'un des points d'étranglement du commerce mondial : le détroit de Magellan.

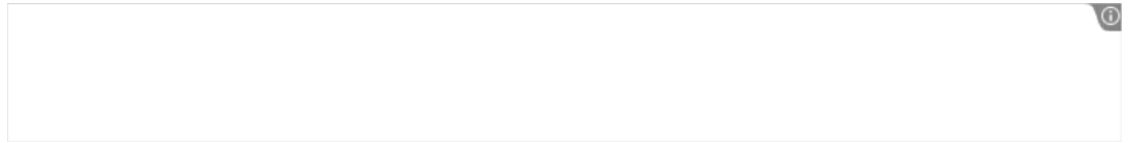
De plus, servant de base d'appui à l'OTAN et à la quatrième flotte états-unienne qui patrouille l'Atlantique-Sud, l'archipel participe à l'encerclement de l'Amérique du Sud par les États-Unis, allié stratégique du Royaume-Uni.

Rien ne sert, déplore Diego Gheri, de dire que les Malouines sont une cause régionale latino-américaine contre l'impérialisme si les organisations créées par l'Unasur « ne fonctionnent pas avec l'urgence que mérite la situation ».

Dans le cas des Malouines comme ailleurs, poursuit Gheri, il manque à l'Amérique latine une force armée véloce ayant une véritable valeur dissuasive. Persister dans l'ancienne conception de forces armées nationales dépendantes de l'armement étranger et manquant de planification combinée est improductif et va contre les intérêts de l'union régionale.

André Maltais est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca.

Articles de André Maltais publiés
par Mondialisation.ca



Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission d'envoyer la version intégrale ou des extraits d'articles du site www.mondialisation.ca à des groupes de discussions sur Internet, dans la mesure où les textes et les titres ne sont pas modifiés. La source doit être citée et une adresse URL valide ainsi qu'un hyperlien doivent renvoyer à l'article original du CRM. Les droits d'auteur doivent également être cités. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez : crgeditor@yahoo.com

www.mondialisation.ca www.mondialisation.ca contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias : crgeditor@yahoo.com

© Droits d'auteurs André Maltais, L'aut'journal info, 2012

L'adresse url de cet article est : www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=29373

[Privacy Policy](#)

© Copyright 2005-2009 Mondialisation.ca
Site web par [Polygraphx Multimedia](#) © Copyright 2005-2009